



Commission Régionale de Sécurité  
Direction interrégionale de la mer Nord Atlantique-Manche Ouest  
Service instructeur : DSNQ / DIRM NAMO

PV CRS 100/REG.02  
du 15/12/2022

## PROCÈS-VERBAL RÉGLEMENTATION

interprétations réglementaires harmonisées par les CSN de la DIRM NAMO sur la division 222

Les avis tels que consignés dans le présent procès-verbal ont été rédigés dans le cadre d'une délibération par échange d'écrits transmis par voie électronique auprès des membres de la CRS. Cette consultation écrite a été mise en œuvre, sur décision du président de la 95<sup>e</sup> session de la CRS, en application du décret n°2014-1627 du 26 décembre 2014 relatif aux modalités d'organisation des délibérations à distance des instances administratives à caractère collégial. Le collège de la CRS a été informé de cette procédure et des modalités de sa mise en œuvre lors de l'envoi de la convocation le 09/12/2022.

Référence de PV antérieurs : 098/CONS.04 du 22/09/22

Objet : Consultation de la commission régionale NAMO sur une question relative à l'application du décret 84-810 modifié (article 20)

1. l'article 20 (§II) du décret 84-810 modifié prévoit la possibilité pour la CRS d'émettre des avis sur une question relative à l'application du décret 84-810 modifié.
2. La commission est sollicitée dans le cadre d'interprétations réglementaires harmonisées par les CSN de la DIRM NAMO sur la division 222

### Le contexte :

Il vise à proposer à terme au Bureau de la réglementation et du contrôle de la sécurité des navires (STEN 2) des prescriptions adaptées en matière d'études des navires suivant la division 222 dans l'attente d'une mise à jour de la réglementation.

### **1/Marquage CE :**

1-a : Les navires marqués CE neufs de charge exploités jusqu'à la 4<sup>ème</sup> catégorie limitée à la zone de navigation de classe C, ainsi que les navires d'assistance de surveillance ou de sauvetage exploités à moins de 6 milles de la terre la plus proche :

=> le marquage CE avec modules A bis, Aa ou A1 est accepté en lieu et place des modules B+D ou B+F ou G en référence à l'article 222 § 2.1.6.3.2.

#### Dispositions compensatoires :

Il est demandé la fourniture par le distributeur / installateur d'une attestation de conformité des installations électriques et combustibles aux normes ISO applicables, navire fini et équipé (en référence à l'article 10 de la directive 2013/53 CE).

1-b : Les navires neufs NUC < 12 m marqués CE module A bis, Aa ou A1, avec DEC qui visent les normes ISO prévues à la division 245:

=> sont considérés conformes à la division 245 pour les parties référencées à la DEC.

## **2/ Navires de charge neufs non marqués CE :**

Les navires non pontés, de Lht  $\leq 7$  m, de puissance  $\leq 50$  CV (ou 37,5 kW), exploités en 5<sup>ème</sup> catégorie de navigation ou 4<sup>ème</sup> catégorie limitée à une navigation en zone de maritime de classe C :

=> dérogation à l'attestation de structure (décret 84-810 article 42-6).

## **3/ Navires semi-rigides de Lht $\leq 5$ m d'assistance, de surveillance et de sauvetage et navires de servitude portuaire :**

=> dérogation aux prescriptions concernant les assises prévues aux articles 222 § 8.2.3.3 et 8.2.3.4.

Dispositions compensatoires :

Renvoi vers l'évaluation des risques établie (Décret n°2007-1227) par l'armateur afin de déterminer les dispositions de formation des pilotes et des équipiers permettant de compenser l'absence d'assises.

Port permanent de VFI et/ou combinaison de plongée (flottabilité et protection thermique déterminée dans le cadre de l'évaluation des risques).

## **4/ Navires semi-rigides exploités en quatrième catégorie et navires d'assistance, de surveillance ou de sauvetage à moins de 6 milles de la terre la plus proche (article 222 §8.3.2.4.1 et §4.9.3.1.2) :**

=> dérogation à l'embarquement de radeau de sauvetage.

Cas particulier des navires mis en service pour un autre CSN en dehors de la DIRM NAMO :

D'une façon générale, l'avis du CSN d'exploitation est impérativement à solliciter pour les demandes d'exemptions et dérogations envisagées.

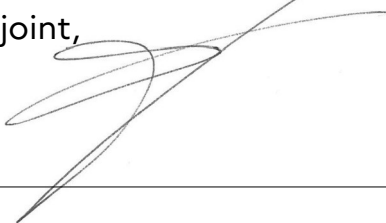
## **AVIS DE LA COMMISSION :**

1. La commission recommande que sans attendre les modifications réglementaires de la division 222 (Conception et exploitation des navires de charge de jauge brute inférieure à 500) et 241 (Navires de plaisance de longueur de coque inférieure ou égale à 24 mètres, à utilisation commerciale) les différents éléments soient adoptés par les présidents de commission de visite de mise en service :
  - L'évaluation de la conformité des navires marqués CE neufs de charge exploités jusqu'à la 4<sup>ème</sup> catégorie limitée à la zone de navigation de classe C, ainsi que les navires d'assistance de surveillance ou de sauvetage exploités à moins de 6 milles de la terre la plus proche soit étendue au marquage CE avec modules A bis, Aa ou A1 accepté en complément des modules B+D ou B+F ou G (222 § 2.1.6.3.2), sous réserve des dispositions compensatoires :
    - Lorsque la DEC du fabricant ne mentionne pas de conformité des installations électriques et combustibles, le distributeur / installateur devra fournir une attestation de conformité de ces installations aux normes ISO applicables navire fini et équipé (en référence à l'article 10 de la directive 2013/53 CE).
  - Les navires neufs NUC < 12 m marqués CE module A bis, Aa ou A1, avec DEC qui visent les normes ISO référencées aux différents articles de la division 245 sont réputés satisfaire à ces mêmes articles.
  - Les navires de charge non pontés, de Lht  $\leq 7$  m, de puissance  $\leq 50$  CV (ou 37,5 kW), exploités en 5<sup>ème</sup> catégorie de navigation ou 4<sup>ème</sup> catégorie limitée à une navigation en zone de maritime de classe C ne sont pas astreints à disposer d'une approbation de structure par une société de classification habilitée (décret 84-810 article 42-6).
  - Les Navires semi-rigides de Lht  $\leq 5$  m d'assistance, de surveillance et de sauvetage et navires de servitude portuaire ne sont pas tenus de disposer d'assises (222 § 8.2.3.3 et 8.2.3.4) sous réserve des dispositions compensatoires :
    - Renvoi vers l'évaluation des risques établie (Décret n°2007-1227) par l'armateur afin de déterminer les dispositions de formation des pilotes et des équipiers permettant de compenser l'absence d'assises.
    - Port permanent de VFI et/ou combinaison de plongée (flottabilité et protection thermique déterminées dans le cadre de l'évaluation des risques).

- Les Navires semi-rigides exploités en quatrième catégorie et navires d'assistance, de surveillance ou de sauvetage à moins de 6 milles de la terre la plus proche ne sont pas astreints à l'emport de radeau de sauvetage (222 §8.3.2.4.1 et §4.9.3.1.2).
2. La commission recommande aussi que pour les navires qui seraient exploités ultérieurement en dehors de la zone de compétence de la DIRM-NAMO, le CSN compétent consulte le CSN d'exploitation préalablement à la délivrance de dérogations en lien avec les dispositions détaillées ci-dessus.

Visa du président de la commission régionale de sécurité

Le directeur adjoint,  
Éric VASSOR,



le 21/12/2022